

Au soir du 26 novembre 2008, un petit groupe de dix personnes s'est attaqué à deux hôtels de luxe et d'autres sites du centre de Bombay en Inde. Sur plusieurs jours, ils ont réussi à tuer et blesser un très grand nombre de personnes et à infliger à la ville des destruction matérielles massives. Plusieurs jours furent nécessaires pour mettre fin au massacre. Il est largement admis que les attentats furent l'œuvre du groupe pakistanais Lashkar-e-Taiba (LET), dont les motivations sont supposées similaires à celles d'al-Qaïda et qui lui est peut-être lié. La presse internationale a immédiatement qualifié les massacres de Bombay de 11-Septembre indien, de répétition des attentats lancés par al-Qaïda contre les Etats-Unis en 2001.

Les motivations et la stratégie d'al-Qaïda en 2001 ont été à l'époque largement mal comprises, tant par le gouvernement américain que par les analystes. La même chose risque de se reproduire aujourd'hui. En 2001, al-Qaïda cherchait bien entendu à humilier les États-Unis. Mais, d'un point de vue stratégique, il s'agissait seulement d'une motivation secondaire. Al-Qaïda n'a jamais caché que son objectif premier est le rétablissement du califat islamique. Et en matière de stratégie politique, elle a considéré que la chute des gouvernements saoudien et pakistanais en est la première étape nécessaire. Al-Qaïda considère que ces deux gouvernements ont été les deux soutiens politiques essentiels de la domination politique occidentale (en premier lieu américaine) sur le grand Moyen-Orient et sont donc les plus grands obstacles au rétablissement d'un califat dont la base géographique initiale serait naturellement dans cette région.

Les attentats du 11-Septembre peuvent s'envisager comme une tentative visant à engager le gouvernement américain dans des activités politiques qui mettraient la pression sur les gouvernements saoudien et pakistanais et saperaient ce faisant leur viabilité politique. Les principales actions du gouvernement américain dans la région depuis 2001 (l'invasion de l'Afghanistan d'abord, de l'Irak ensuite) ont certainement répondu aux attentes d'al-Qaïda. Pour quel résultat ?

Le gouvernement saoudien a réagi avec beaucoup d'astuce en repoussant des pressions américaines qui l'auraient affaibli sur le plan interne. Jusqu'à présent, cela lui a permis de minimiser la réussite politique d'al-Qaïda en Arabie saoudite. Le gouvernement pakistanais a montré bien moins de réussite. Le régime d'Islamabad est bien plus faible en 2008 que ne l'était le régime précédent en 2001, tandis que la puissance politique d'éléments de type al-Qaïda a connu une progression constante. Les attentats de Bombay apparaissent comme un nouvel effort pour affaiblir un peu plus encore l'Etat pakistanais. Bien sûr que le LET souhaitait nuire à l'Inde et à ceux considérés comme ses alliés (les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, Israël) mais il s'agissait là d'un objectif secondaire. L'objectif premier était le renversement du gouvernement pakistanais.

Au Pakistan, comme dans tous les pays du monde, les élites politiques sont nationalistes et cherchent à promouvoir les intérêts géopolitiques de leur pays. Cet objectif est fondamentalement différent de celui des groupes de type al-Qaïda, pour lesquels la seule fonction légitime d'un Etat est de promouvoir le rétablissement du califat. Le refus persistant du monde occidental de comprendre cette distinction a été une source majeure de la force durable d'al-Qaïda. C'est cela qui va faire du Pakistan le cauchemar d'Obama.

Quels sont les intérêts géopolitiques du Pakistan ? Avant toute chose, ce pays s'inquiète de ses principaux voisins, l'Inde et l'Afghanistan. Ces préoccupations ont modelé sa stratégie géopolitique au cours des soixante dernières années. Le Pakistan a cherché des alliés puissants contre l'Inde. Historiquement, il en a trouvé deux : les Etats-Unis et la Chine. Ces deux pays ont soutenu le Pakistan pour une seule et simple raison : endiguer l'Inde, qu'ils considéraient comme trop proche géopolitiquement de l'Union soviétique, avec laquelle tous deux étaient en conflit.

Dans les années 1990, avec la fin de la Guerre froide et l'affaiblissement géopolitique passager de la Russie, les Etats-Unis et la Chine ont recherché provisoirement à nouer des relations plus étroites

avec l'Inde. Géopolitiquement, l'Inde constituait un trophée plus important que le Pakistan, ce que ce dernier savait bien. Le Pakistan a notamment réagi en développant son rôle (et son contrôle) en Afghanistan, et ce par un appui à la prise du pouvoir, finalement couronnée de succès, par les talibans.

Que s'est-il passé après 2001 ? Les Etats-Unis ont envahi l'Afghanistan, chassé les talibans du pouvoir et installé un gouvernement comportant des éléments favorables aux Etats-Unis, à la Russie, voire à l'Iran, mais absolument pas au Pakistan. Au même moment, les Etats-Unis et l'Inde sont devenus plus intimes encore en passant de nouveaux accords sur l'énergie nucléaire. Aussi, le gouvernement pakistanais a-t-il fermé les yeux sur le regain de puissance des talibans dans les régions tribales du nord-ouest, frontalières de l'Afghanistan. Les éléments talibans présents dans la région, soutenus par des éléments d'al-Qaïda, ont repris des opérations militaires en Afghanistan, et ce avec un succès considérable, faut-il le noter.

Assez contrariés, les Etats-Unis ont pressé l'armée pakistanaise à intervenir militairement contre ces éléments talibans et/ou d'al-Qaïda et se sont eux-mêmes engagés dans des interventions militaires directes (quoique secrètes) dans cette région. Le gouvernement pakistanais s'est retrouvé pris entre le marteau et l'enclume. Il n'avait jamais réussi à contrôler grand chose dans les régions tribales. Ses tentatives, sous la pression du gouvernement américain, l'ont encore davantage affaibli. Leur inefficacité, toutefois, a poussé l'armée américaine à intervenir encore plus directement, en conséquence de quoi de violents sentiments anti-américains se sont développés jusques et y compris parmi les élites historiquement les plus pro-américaines.

Que peut faire Obama ? Envoyer des troupes ? Contre qui ? Le gouvernement pakistanais lui-même ? On dit le gouvernement américain particulièrement préoccupé par les stocks nucléaires du Pakistan. Les Etats-Unis pourraient-ils essayer de s'en emparer ? Toute action engagée selon ces considérations, ce qu'Obama a imprudemment laissé entendre durant la campagne électorale, donnerait au fiasco irakien l'allure d'un événement mineur. Les objectifs de politique intérieure d'Obama s'en verraient certainement condamnés.

Il ne manquera pas de conseillers pour lui dire que ne rien faire serait un signe de faiblesse inacceptable. Est-ce la seule solution qui s'offre à lui ? Il semble clair que s'il veut poursuivre son programme, tel qu'il l'a lui-même défini, il lui faut sortir les Etats-Unis de leurs activités sans fin et géopolitiquement stériles au Moyen-Orient. Pour l'Irak, ce sera facile, puisque les Irakiens insistent sur le retrait américain. Pour l'Afghanistan, ce sera plus dur, mais un accord politique n'est pas impossible. L'Iran peut être traité. Le conflit israélo-palestinien, pour le moment, reste sans solution et Obama risque de ne pouvoir guère faire plus que laisser la situation continuer de supputer.

Mais le Pakistan exige une décision. Si un gouvernement pakistanais doit survivre, il lui faudra montrer qu'il sait défendre ses intérêts sur le plan géopolitique. Ce ne sera pas du tout chose aisée, étant donné la situation intérieure et une opinion publique indienne en colère. S'il y a un seul endroit où Obama peut intervenir avec intelligence, c'est bien là.

Par Immanuel Wallerstein

Traduction : T. L.

Commentaire n° 247, 15 décembre 2008

Ces commentaires, édités deux fois le mois, sont censés être des réflexions sur le monde contemporain, à partir non des manchettes du jour mais de la longue durée.

Vous retrouverez [sur cette page](#) tous les commentaires publiés à ce jour sur le site Contretemps.

[Copyright Immanuel Wallerstein, distribué par *Agence Global*. Pour tous droits et autorisations, y compris de traduction et mise en ligne sur des sites non commerciaux, contacter: rights@agenceglobal.com, 1.336.686.9002 or 1.336.286.6606. Le téléchargement ou l'envoi électronique ou par courriel à des tiers est autorisé, pourvu que le texte reste intact et que la note relative au copyright soit conservée. Pour contacter l'auteur, écrire à: immanuel.wallerstein@yale.edu.]